

## Le « Front Populaire » triomphe en Espagne

La presse centriste exulte. La presse socialiste, démocratique et « anti-fasciste » en général lui fait écho. Le « Front Populaire » « nom nouveau d'une vieille marchandise : le bloc des gauches — a triomphé aujourd'hui en Espagne ! Il triomphera demain en France. On l'envisage comme une solution de transition en Italie.

Certes, nous ne contestons pas la victoire en Espagne, pas davantage la possibilité d'une semblable victoire en France, non plus que l'éventualité d'une manœuvre dans ce sens pour l'Italie.

Mais le problème est celui-ci : la victoire d'un « Front Populaire » peut-elle — à part certains avantages apparents — signifier un succès réel pour la classe ouvrière, ou doit-elle — en dernière analyse — constituer un facteur négatif et de confusion à ajouter à tant d'autres qui, actuellement, désorientent et démoralisent la classe ouvrière à l'échelle internationale, dans le but de le lier toujours plus étroitement à la Bourgeoisie, qu'elle soit « démocratique » ou fasciste, en prévision de la guerre ?

Le 16 février 1936, le peuple espagnol a été appelé en consultation électorale pour la troisième fois et ce, depuis les élections municipales du 12 avril 1931, qui avaient provoqué l'effondrement de la monarchie des Bourbons.

La République proclamée deux jours après cette chute fut comme on sait la République des « Travailleurs », d'après la

	Nombres	o/o du total de population agricole	nombre, Hets possédés	o/o de la surface totale
Grands propriétaires .....	50,000	1	464.0	51.5
Cultivateurs aisés .....	700,000	14	22.6	35.2
Paysans propriétaires .....	1,000,000	20	5.0	11.1
Paysans pauvres .....	1,250,000	25	0.4	2.2
Proletaires agricoles .....	2,000,000	40	»	0.0

Il résulte de ce tableau que :

*1 p.c. des propriétaires possède plus d'hectares que tout le reste de la population rurale; 15 p.c. du nombre de propriétaires possèdent 87 p.c. du total de la superficie et les 85 p.c. du nombre des paysans possèdent les 13 p.c. restant de la superficie.*

Dans les douze provinces, visées surtout par la réforme agraire — où l'ouvrier agricole dont le salaire réparti sur toute l'année ne dépasse pas 2 pesetas ou 2 pesetas

Constitution, mais en réalité une vulgaire coalition républicaine socialiste avec le gouvernement provisoire de Alcalá Zamora et surtout après celui issu des élections à la Constituante du 28 juin 1931, lequel devait diriger pendant 30 mois les destinées du pays..

Si nous analysons aujourd'hui la fonction de ces gouvernements, semblables d'après leur composition politique et les hommes qui s'y trouvaient à celui qu'Azana a formé, on peut affirmer, sans aucune hésitation, que ces premiers gouvernements des gauches eurent la fonction historique assignée à tous les gouvernements démocratiques d'après-guerre : celui d'aplanir la voie à la contre-révolution d'Octobre 1934.

Quel était le problème fondamental à résoudre dans une Espagne agrario-féodale ? La « réforme agraire », cette réforme qui avait déjà troublé le sommeil des « grands » révolutionnaires bourgeois de 1789 en France et que leurs épigones, dans l'Espagne de 1931-33, se sont bien gardés d'affronter dans son ensemble, se contentant de jeter de la poudre aux yeux des populations des campagnes.

On peut s'imaginer combien il est difficile — surtout pour l'Espagne — d'avoir de statistiques exactes sur la propriété foncière. Mais grosso modo, voici comment s'y répartit la terre :

	o/o du total de population agricole	nombre, Hets possédés	o/o de la surface totale
1/2 par jour — 10,000 propriétaires se partagent à eux seuls 8,200,000 hectares, c'est-à-dire 69 p.c. de la superficie totale et ces terres sont peu ou pas du tout cultivées, alors que sur 800,000 familles paysannes seulement 100,000 ont suffisamment de terre pour y vivre de leur travail. Quant aux terres appartenant aux anciens grands d'Espagne et qui devaient être expropriées purement et simplement (mesure prise à la suite du pronunciamiento monarchiste du mois d'août 1932) elles furent frappées seulement d'une mesure temporaire.			

1/2 par jour — 10,000 propriétaires se partagent à eux seuls 8,200,000 hectares, c'est-à-dire 69 p.c. de la superficie totale et ces terres sont peu ou pas du tout cultivées, alors que sur 800,000 familles paysannes seulement 100,000 ont suffisamment de terre pour y vivre de leur travail. Quant aux terres appartenant aux anciens grands d'Espagne et qui devaient être expropriées purement et simplement (mesure prise à la suite du pronunciamiento monarchiste du mois d'août 1932) elles furent frappées seulement d'une mesure temporaire.

La portée démagogique de la réforme agraire était de créer des millions de propriétaires nouveaux, de donner du travail à l'immense foule des travailleurs agricoles et de mettre en friche les terrains incultes.

Dans la pratique, la réforme agraire, devenue loi en septembre 1932, prévoyait simplement l'aliénation des terres les plus mauvaises — par rachat naturellement. La mise en application fut de plus accompagnée de telles conditions que, suivant les calculs, faits par un journal bourgeois, il aurait fallu 17 siècles pour mettre les paysans sans terre en possession de leur parcelle.

Et quand le prolétariat agricole espagnol — devant une aussi sinistre tromperie — déclencha dès 1931 une série continue de grèves et occupa les terres par la violence, ce fut le gouvernement de gauche qui pratiqua une répression sanglante, dont le point culminant en janvier 1933, ne laissa rien à envier à celles de décembre 1933 et d'octobre 1934.

Les socialistes, avec à leur tête le « Lénine Espagnol », Largo Caballero, par leur silence, se rendirent complices du massacre de Casa Viejas, c'est-à-dire d'un lâche assassinat d'ouvriers désarmés et prisonniers.

Entretemps la réaction s'était renforcée, grâce à cette politique de la gauche. Elle put prendre sa revanche : le parti radical, qui en fut le principal instrument, ayant provoqué la dissolution des Cortès et les élections du 19 novembre 1933 qui amenèrent la défaite des partis de gauche. Les socialistes n'obtinrent que la moitié des sièges qu'ils avaient précédemment et Azana ne rentra au Parlement qu'avec 4 de ses partisans.

Ainsi les destinées politiques du pays passèrent à une coalition réactionnaire basée sur les éléments de Gil Robles et les radicaux de Lerroux, c'est-à-dire les « philo fascistes » agraires et industriels.

La répression brutale, la suspension du statut catalan, la réintégration des généraux monarchistes dans l'armée, les lois répressives contre le mouvement ouvrier, le renforcement de la censure, la proclamation de l'état de siège permanent dans certaines provinces, voici le bilan de cette réaction avant et surtout après octobre 1934. On sait comment le « scandale des jeux », qui mit en pleine lumière l'énorme corruption du parti radical — par antonomasie : le

parti des voleurs — détermina la chute de Lerroux et la dislocation de son Parti. Mais comme ce parti radical constituait avec le parti de Gil Robles le Bloc gouvernemental, il ne restait que deux issues : ou bien le pouvoir allait au parti clérical de Gil Robles ou bien on nommait un gouvernement de transition et les Cortès étaient dissoutes.

Ce fut cette dernière solution qui l'emporta et le Cabinet de Portela Valladarès fut constitué.

La campagne électorale se fit sous le signe du « Front Populaire » et de la coalition des partis de droite. Celle-ci s'appuyait surtout sur l'accord entre la Ceda de Gil Robles et les Monarchistes avérés de Calvo Sotelo, sur les Agrariens, sur les Radicaux de Lerroux et sur la « Ligue Catalane » de Cambo. Cette droite envisageait la révision de la Constitution qu'elle jugeait... trop avancée, la restauration de l'enseignement religieux, l'étouffement de toute lutte de classes, le respect le plus absolu des droits de la propriété privée.

D'autre part, le Front Populaire, qui avait acquis son maximum d'extension en allant de la gauche républicaine de Azana, des Radicaux dissidents de Martínez Barrio, au Parti socialiste, au Parti communiste, au parti syndicaliste de Pestana et au Parti ouvrier d'éducation marxiste (fusion de l'ancien bloc ouvrier paysan de Maurin avec les Trotskyistes de Nin).

Le programme du « Front Populaire » réclamait l'amnistie générale et le retrait de toutes les lois répressives adoptées par le Gouvernement des Droites.

L'accord n'ayant pu se faire sur la réforme agraire au sujet de la nationalisation de la terre et de sa répartition gratuite aux paysans — à cause de l'opposition de partis bourgeois — le Front Populaire trouva un compromis sur la base d'un minimum de revendications : diminution des impôts, des redevances et des fermages abusifs, large politique des crédits agraires, revalorisation efficace des produits de la terre. Le programme contenait de plus un vaste plan de travaux publics pour la résorption du chômage ainsi que des lois ouvrières fixant, par exemple, un salaire minimum.

\*\*\*

13,187,311 électeurs dont 6,843,426 femmes, c'est-à-dire plus d'un demi-million d'électrices que d'électeurs, devaient élire